

CRISES SÉCURITAIRES ET MOBILISATION DES RECETTES FISCALES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par **NEEMA HABAMUNGU Prisca**

Auditrice au Programme de Master en Fiscalité à l'ISC Goma

Domaine: Sciences économiques et de gestion

Option: Fiscalité

ISC-GOMA/RDC

Résumé : Cet article révèle que, conformément à l'intuition, les conflits armés ont un impact soit positif ou soit négatif et significatif sur la mobilisation des recettes fiscales en République Démocratique du Congo (RDC). En s'appuyant sur la théorie de la fiscalité optimale et de la mobilisation des recettes, les modèles économétriques dont les estimateurs ARDL fournissent des résultats montrant que malgré les crises sécuritaires, les recettes fiscales en RDC ont augmenté à court terme et diminuer à long terme, ce qui corrobore les travaux empiriques antérieurs. Pour consolider cette dynamique, des recommandations politiques incluent l'assainissement de l'environnement institutionnel et l'exploitation des potentialités des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Mots-clés : Recettes fiscales, conflit armé, impact, mobilisation, ressource, PIB

Abstract: This article reveals that, as expected, armed conflicts have either a positive or a negative and significant impact on tax revenue mobilization in the Democratic Republic of Congo (DRC). Drawing on the theory of optimal taxation and revenue mobilization, econometric models with ARDL estimators provide results showing that despite security crises, tax revenues in the DRC increased in the short term and decreased in the long term, which corroborates previous empirical work. To consolidate this dynamic, policy



recommendations include cleaning up the institutional environment and leveraging the potential of new information and communication technologies.

Keywords : Tax revenue, armed conflict, impact, mobilization, resource, GDP

I. INTRODUCTION

Depuis Adam Smith (1776), suivi de Jean Baptiste Say (1767-1832) et J.A. Dupuis (1844), l'idée que la surcharge fiscale est à l'origine du ralentissement de l'activité économique a été défendue. Arthur Laffer (1974) a noté que la hausse significative de la fiscalité aux États-Unis entre 1916 et 1921 était marquée par des taux progressifs allant de 7% à 77%. Bien que les taux aient augmenté, les revenus fiscaux sont restés pratiquement stables. Ainsi, des taxes plus importantes ont un impact dépressif sur l'action des acteurs économiques (Kelly, 2002) d'après la théorie selon laquelle « trop d'impôt, pas d'impôt ». Cette théorie formalise le lien selon lequel une hausse du taux d'imposition entraîne d'abord une augmentation des recettes fiscales jusqu'à atteindre un sommet à 50% ; avant de décroître progressivement pour finalement s'annuler au taux d'imposition maximal de 100% (Laffer, 1974).

Bien que l'augmentation des taux d'imposition puisse être un des éléments pouvant influencer les recettes fiscales d'un État, l'observation montre que les conflits internes et externes poussent généralement les parties concernées à intensifier la collecte de fonds pour couvrir leurs dépenses militaires (Addisson et al., 2002). Dans ce sens, les dépenses en sécurité peuvent influencer de manière négative ou positive la capacité à mobiliser des revenus fiscaux.

L'espoir d'un apaisement des tensions internationales a été ravivé par la fin de la guerre froide (Olo et Onana, 2020). Néanmoins, les conflits traditionnels entre nations ne sont pas éteints, mais ont connu une baisse significative (Olo et Onana, 2020) après la guerre froide. Par conséquent, en Asie, des frictions constantes existent encore entre l'Inde et le Pakistan concernant la province du Cachemire ou entre les deux Corées, ainsi qu'entre la Chine et Taïwan. Au Moyen-Orient, la question israélo-palestinienne demeure un facteur significatif de conflits (Olo et Onana, 2020). Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur le territoire américain ont signalé l'émergence de différents groupes terroristes à l'échelle mondiale. On estime, en Afrique, que les confrontations entre États aient bien diminué mais que les affrontements à l'intérieur des États, ou guerres civiles, se multiplient de plus en plus (Olo, 2020) découlant de revendications religieuses, ethniques, politiques ou économiques. Il y a aussi d'autres formes d'affrontement, plus diffuses, mettant en jeu de petits groupes à peine organisés, équipés d'armes légères (Olo, 2020).

D'après les estimations du Fonds Monétaire International, en 1985, 22,5 % du PIB de l'Angola et du Mozambique était attribué à des dépenses militaires. En Éthiopie, le coût de la guerre contre l'Érythrée est estimé à un million de dollars par jour. Durant la durée totale du conflit, le taux de croissance a constamment affiché des résultats négatifs, se chiffrant à -1,6 % en Angola, -0,4 % au Burundi, -0,4 % au Mozambique et -3,2 % en Sierra Leone (Diarra, 2012). Veneiris et Gupta (1986), Barro (1991), Barro et Jin (2011), Alessina et Perotti (1993), Alesina et al. (1996) ainsi que Rodrick (1996) ont tous démontré, à travers diverses méthodologies et données, un lien négatif entre les conflits armés d'une part, et la croissance ou l'investissement d'autre part. Pour Addison et al. (2004), les conflits entravent le progrès financier en diminuant la confiance des acteurs dans la monnaie locale.

La mobilisation des recettes fiscales en période des conflits armés a fait l'objet de travaux intenses qui peuvent être regroupés en deux catégories. Un premier groupe de travaux basés sur les expériences de certains pays en période de conflits considère que les conflits améliorent les recettes fiscales (Tilly, 1990 ; Downing, 1992 ; Ertman, 1997; Addison et al., 2004). En effet, selon ces auteurs, les conflits augmentent le désir des gouvernements de lever les recettes fiscales pour faire face aux coûts de la guerre, tandis que les conflits peuvent rendre les citoyens plus disposés à supporter les charges fiscales.

Selon Tilly (1990), les conflits internes renforcent la capacité de mobilisation des recettes fiscales des États. Dans l'extension des travaux de Tilly, Besley et Persson (2014) ont montré que la part des pays utilisant des retenues à la source a doublé pendant la Seconde Guerre mondiale. Leroy (2007) explique qu'en temps de paix, les interventions publiques sont limitées par la réticence à payer l'impôt, alors que la guerre augmente la tolérance à l'impôt. En Amérique latine, Soifer (2015) a constaté que la prévalence des conflits a joué un rôle crucial dans l'extension de l'État au XIXe siècle, et Rodríguez (2016) constate que les élites colombiennes de Bogota ont commencé à soutenir le renforcement de l'État par de nouveaux impôts au début des années 2000, après plusieurs décennies de conflit interne. Le gouvernement du Sri Lanka avait entrepris une série de réformes en termes de mobilisation fiscale pour financer le budget de la défense, ce qui a entraîné une augmentation de plus d'un milliard de dollars américains des recettes fiscales par an avant les accords de paix avec les rebelles tamouls (FMI, 1999).

Un second groupe de travaux trouve au contraire que les conflits ont un effet négatif sur la mobilisation des ressources fiscales (Gupta et al. 2002, Addison et al. 2004). Ces auteurs soulignent que les conflits peuvent détruire une partie de l'assiette fiscale et affaiblir l'efficacité

de l'administration fiscale. Dans cette logique, Ndikumana (2001) note qu'après l'éclatement d'un conflit armé dans deux pays d'Afrique, non seulement l'assiette fiscale s'est effondrée, mais l'administration fiscale a également été entravée. Par la suite, Boogaard et al. (2016), n'ont trouvé la preuve d'aucun impact positif des conflits civils sur la collecte des recettes fiscales. Aussi, Besley et Persson (2008) ont trouvé que les conflits internes ont un impact négatif sur la capacité de l'État à mobiliser les recettes fiscales. Dans une étude plus récente, Ndoricimpa (2021), trouve que les taxes sur les biens et services sont négativement associées aux conflits civils au Burundi alors que les conflits que connaissent les pays de la CEEAC depuis 2008 étant intra-pays, ont amené à l'analyse de la littérature afin de penser que ces conflits ne sont pas sources de mobilisation des recettes publiques, mais en constituent plutôt une entrave.

La République Démocratique du Congo n'a pas été épargné par de conflits. En effet, ce pays connaît de nombreux bouleversements au plan sécuritaire, politique et humanitaire depuis 1996. La situation sécuritaire demeure préoccupante dans l'Est de la RDC, marquée par des affrontements persistants entre groupes armés (WHO, 2025). Pour la WHO (2025), les conséquences de ces crises sont non seulement humanitaires et sociales, mais également économiques et financières.

Toutefois, l'impact des conflits sur la collecte des recettes fiscales a été peu examiné en République Démocratique du Congo. Par conséquent, cette étude vise à analyser l'effet des crises de sécurité survenues dans ce pays depuis 1996 sur la collecte des recettes fiscales par le gouvernement central, selon le schéma de Addison et al. (2004), Gupta et al. (2002) ainsi que Diarra (2012) ont abordé ce sujet. Il est donc question si les crises sécuritaires améliorent ou entravent la mobilisation des recettes fiscales dans ce pays du centre de l'Afrique.

Cet article se décline en trois sections : la première traite des considérations théoriques entre les conflits sécuritaires et la mobilisation des recettes fiscales, la deuxième présente la méthode choisie tandis que la troisième analyse les résultats obtenus.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

II.1. Littérature Théorique

Cette revue de littérature repose les facteurs de la mobilisation des recettes fiscales et sur la relation entre les crises sécuritaires et la mobilisation des recettes fiscales.

Les recettes publiques, hors dons, sont composées de l'ensemble des recettes fiscales et non fiscales du gouvernement central et des collectivités locales (Ehrhart, 2011). Lotz et Morss (1967) tout comme Stotsky et Wold Mariam (1997) soutiennent que les facteurs d'offre constituent une source imposable très importante. Pour ces chercheurs, il s'agit de la capacité

contributive des différents secteurs d'activités économiques tels que le commerce extérieure, l'agriculture, l'industrie, etc. Ainsi, Chelliah (1971) défend l'idée selon laquelle un niveau de développement ou de croissance économique plus élevé va de pair avec une capacité plus grande de payer et de collecter des impôts et ainsi une demande relative plus élevée de biens et services publics élastiques par rapport au revenu. Aussi, Wold Mariam (1997) affirme que dans les pays en développement, la part de l'agriculture en pourcentage du PIB est un déterminant néfaste de la mobilisation fiscale, car les petits agriculteurs sont notoirement difficiles à taxer et l'agriculture de subsistance ne génère pas d'importantes recettes.

Par ailleurs, la littérature économique suggère que l'ouverture commerciale est un déterminant très important des recettes fiscales car Keen et Simone (2004) estiment que les recettes pourraient augmenter si la libéralisation du commerce se concrétisait par la tarification des quotas, l'élimination des exemptions, la réduction des crêtes tarifaires et l'amélioration des procédures douanières. Aussi, Rodrik (1998) souligne également qu'il existe une forte corrélation positive entre l'ouverture commerciale et les recettes fiscales par le canal des importations incompréhensibles. La suite de la littérature soutient que la monétisation de l'économie est facteur d'offre très important pour le recouvrement des recettes fiscales car la masse monétaire engendre un effet positif sur le niveau de la mobilisation fiscale via le canal d'investissement (Tanzi (1992).

Même si très peu d'études ont été entreprises pour analyser les déterminants sociodémographiques des recettes fiscales dans différents pays, Piancastelli (2001) souligne que l'éducation est un facteur social important de la mobilisation des recettes fiscales même si Pessino et Fenchietto (2010) affirment que l'effet de l'éducation sur le respect des obligations fiscales reste ambigu. En outre, la conformité volontaire des contribuables augmente avec la qualité de l'offre publique. En effet, Davoodi et al (2007) suggèrent que les dépenses publiques dans les secteurs d'éducation, la santé et la justice ont une incidence sur la conformité fiscale des contribuables qui voient leurs besoins sociaux bien répandus. Aussi, Bahal (1971) révèle que la croissance de la population engendre un effet défavorable sur le recouvrement des impôts lorsque Ansari (1982) souligne que la densité de la population exerce un effet néfaste sur le taux d'imposition selon la zone étudiée.

Aussi, Mahdavi (2008) confirme que, la taille de la population urbaine est corrélée positivement avec le ratio recettes fiscales/PIB alors que Kirchler et al (2007), soutiennent que les contribuables les plus âgés se caractérisent par un niveau de civisme fiscal très élevé par

rapport aux jeunes. Par ailleurs, Torgler (2005) stipule que le sexe joue un rôle très important dans les activités économiques illégales et compris le non-respect des règles fiscales.

La relation entre les conflits armés et la mobilisation des recettes fiscales est complexe. Toutefois, la corrélation peut être résumée sous trois formes. Certains considèrent les recettes fiscales comme sources de conflits. En effet, Addison et al. (2004) affirment que les pays développés ont une histoire marquée par des désaccords sur les règles et les droits de taxation. Aussi, Adams (2000) montre que la guerre civile américaine de 1861 à 1865 a été causée par un désaccord autour de la taxation et des tarifs et de leurs impacts sur les États du Sud et du Nord. Aussi, la discrimination dans l'allocation des charges fiscales peut renforcer l'inégalité entre les groupes ethniques et les régions, ce qui enflamme les doléances (Ndikumana, 2000 et Stewart, 2000). Ibella (2000) soutient aussi que les régions les plus riches du pays, en général, profitent peu des rentes, ce qui conduit le plus souvent à l'insurrection.

D'autres considèrent les conflits armés comme source de mobilisation des recettes fiscales. En effet, Addison et al., (2002) affirment que les conflits intra et inter-Etats incitent le plus souvent les belligérants à maximiser la mobilisation des ressources en vue de financer les dépenses militaires. Enfin les conflits, comme entrave à la mobilisation des recettes fiscales. Ce courant soutient que les gouvernements, bien que fournissant des efforts plus élevés de mobilisation des ressources fiscales durant les périodes de conflit, les conflits ont un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales.

Pour Gupta et al., 2002 et Addison et al., 2004, les guerres civiles provoquent généralement de grosses difficultés à des grandes entreprises du secteur formel qui sont habituellement contribuables et collectrices d'impôts dans bon nombre de pays en développement. En dehors de leurs effets sur l'activité réelle du pays, les conflits perturbent et affaiblissent l'efficacité de l'administration fiscale. Ndikumana (2001) a montré qu'après le déclenchement des conflits, dans bon nombre de pays africains, non seulement la base fiscale s'est rétrécie, mais aussi l'administration fiscale est devenue défaillante. Aussi, Chambas (2005) soutient qu'une des causes de l'incivisme fiscal est la perte de la crédibilité de l'État et comme les guerres civiles conduisent à l'éclatement du tissu social et à la désorganisation du système fiscal, elles entraînent de la fraude, de l'évasion et de l'incivisme fiscaux et par conséquent la baisse de la mobilisation des recettes fiscales. Etant donné que les recettes fiscales dépendent du niveau des revenus ainsi que de la conjoncture économique (Stotsky et WoldeMariam, 1997), une récession de l'économie engendrée par la violence et l'insécurité entraîne la baisse des recettes de l'Etat.

II.2. Littérature Empirique

Braga de Macedo et al. (1998) soutiennent que la plupart des institutions fiscales du Portugal sont nées au cours du quinzième siècle dans le contexte de la guerre avec l'Espagne alors que le gouvernement du Sri Lanka a entrepris une série de réformes pour financer le budget de défense qui s'élevait à plus de 1 milliard de dollars américains par an jusqu'aux accords de paix avec les rebelles Tamils (données FMI, 1999a). Dans le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie de 1998 à 2000, ces deux pays ont mobilisé davantage de recettes à travers des taxes indirectes plus élevées et des droits de douane plus importants alors que le gouvernement de la Corée du Sud a entrepris une vague de réformes fiscales afin de générer des ressources suffisantes permettant de financer les dépenses militaires de la période semi-confliktuelle qui a prévalu après la guerre de Corée de 1950 à 1953 (Makinen, 1971).

Les guerres civiles au Rwanda et au Burundi donnent une bonne illustration des conséquences fiscales des conflits. Selon Ndikumana (2001), le troisième facteur ayant contribué à la chute des recettes fiscales au Burundi et au Rwanda pendant ces récentes années est la guerre civile. Par ailleurs, bon nombre de conflits en Europe et aux États-Unis ont donné naissance à de bonnes administrations fiscales et à un effort accru de mobilisation des recettes publiques (Braga de Macedo et al., 1998 et Neal, 1994). Les conflits que connaît la RD Congo depuis 1996 étant intra-pays et à l'intérieur du pays, l'on est amené à analyser cette littérature et à penser que ces conflits ne sont pas sources de mobilisation des recettes publiques mais en constituent plutôt une entrave. Ainsi, la présente recherche vise à vérifier l'hypothèse selon laquelle les crises sécuritaires que connaît la RD Congo depuis 1996 exercent un effet négatif sur la mobilisation des recettes fiscales.

III. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

3.1. Modèle Empirique

L'objectif principal de l'étude est d'examiner l'impact des conflits armés sur les recettes fiscales ou sur les ressources financières en RD Congo. La revue de littérature empirique nous a permis de choisir les variables explicatives susceptibles d'expliquer le niveau du prélèvement fiscal. Ce modèle prend en considération les variables économiques et socio-démographiques dont sécuritaires. Les variables économiques sont constituées par les recettes fiscales ou les revenus fiscaux, le taux d'accroissement de la population, le taux de croissance du PIB et de l'ouverture commerciale.

Pour mieux prendre en compte la causalité inverse qui pourrait exister entre les conflits sécuritaires et la mobilisation des recettes publiques, nous avons utilisé l'orientation politique.

En effet, la dimension politique est particulièrement importante pour le cas de l'Afrique (Tsangarides et al., 2006). Masson et Pattillo (2004) soulignent l'importance de la dimension politique dans la décision dans la mobilisation des recettes fiscales. Ainsi, la variable conflit sécuritaire est muette qui prend la valeur 1 pour l'année où le pays a connu une crise sécuritaire ou une guerre au cours de la même période ; et elle prend la valeur 0 dans le cas contraire. Ainsi, nous allons nous représenter le modèle de manière suivante :

$$G_t = \alpha_t + \sum_j \gamma_j ECO_{j,t} + \sum_j \beta_j S_{j,t} + \varepsilon_t \quad (1)$$

Dans ce modèle, G_t représente les recettes publiques ou les revenus fiscaux qui représentent les dépenses publiques dans le cadre budgétaire, ECO les variables économiques dont le taux d'accroissement de la population, le taux de croissance du PIB, et l'ouverture commerciale. Ce modèle se concentre sur les crises sécuritaires assez présentes en RD Congo. Le pays subit à la fois les crises internes, le terrorisme et les crises internationales. Tous ces éléments sont susceptibles de nuire aux économies de ces pays et particulièrement aux recettes fiscales.

3.2. Modèle d'Estimation

Notre analyse du test de stationnarité nous a donné les résultats selon lesquels les séries sont stationnaires en niveau et intégrées d'ordre un. Ainsi, pour vérifier si les crises sécuritaires ont un impact sur la capacité de mobilisation des recettes en RDC, nous avons estimé un modèle autorégressif à retards distribués, en sigle ARDL (*Auto Regressive Distributed Lag model*). Ainsi, pour saisir les effets sur la mobilisation des recettes fiscales des crises sécuritaires, tenant compte d'autres variables de contrôle indispensables dont l'influence améliore les résultats, le taux de croissance économique, le taux de croissance de la population et le degré d'ouverture ont été mobilisés. La fonction suivante (forme fonctionnelle linéaire) suivante a été proposée : $RECPUBL = (CS, DO, CPIB, CPOP) \dots$ (2) où $RECPUBL$ sont les recettes fiscales, CS est la crise sécuritaire, DO le degré d'ouverture, $CPIB$ est le taux de croissance économique et $CPOP$ le taux de croissance de la population congolaise. Si l'on se propose de saisir les effets de court terme et ceux de long terme des variables explicatives ci-dessus sur la mobilisation des recettes fiscales, la représentation ARDL de la fonction (2) sera :

$$\Delta RECPUBL_t = a_0 + \sum_p^{i=1} a_1 i \Delta RECPUBL_{t-i} + \sum_p^{i=1} a_2 i \Delta CPIB_{t-i} + \sum_a^{i=0} a_3 i \Delta DO_{t-i} + \sum_a^{i=0} a_4 i \Delta CS_{t-i} + \sum_a^{i=0} a_5 i \Delta CPOP_{t-i} + b_1 RECPUBL_{t-1} + b_2 CPIB_{t-1} + b_3 DO_{t-1} + b_4 CS_{t-1} + b_5 CPOP_{t-1} + \varepsilon_t \dots (3)$$

Avec : Δ opérateur de différence première ; a_0 : constante ; a_1, \dots, a_5 : effets à court terme ; b_1, \dots, b_5 : dynamique de long terme du modèle ; (ε) : terme d'erreur (bruit blanc).

Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servons des critères d'information (Akaike-AIC, Schwarz-SIC et Hannan-Quin) pour déterminer les décalages optimaux du modèle ARDL et pour examiner l'existence d'une relation de cointégration entre les variables qui conditionne même l'estimation des coefficients de court et long terme de ces variables, nous allons faire recours au test de Pesaran et al. (2001). Mais avant tout, l'on va déterminer le degré d'intégration des variables par le test de Dickey-Fuller Augmenté/ADF

3.3. Données : Nature et Source

Les données qui font l'objet de notre étude sont annuelles et tirées des bases des données ou rapports de la Banque mondiale (WDI) pour les variables économiques. Les données sur les conflits sécuritaires viennent de la présentation de l'ambassade de la Belgique. Ces données annuelles couvrent la période allant de 1996 à 2023. Ce sont les données du type secondaires.

IV. ANALYSE DES RÉSULTATS

Tableau 1 : Tests de racines unitaires

Variables	TEST ADF		En 1ère diff		En 2nde diff		Ordre d'Intégration
	T-statistic	P-value	T-statistic	P-value	T-statistic	P-value	
Conflit	-4.297663	0.0114					I (0)
DO			-6.422783	0.0001			I (1)
CPIB			-4.506387	0.0016			I (1)
CPOP			-8.863611	0.0000			I (1)
RECPUBL			-4.705196	0.0046			I(1)

Source : Elaboré par l'auteure à partir de Eviews 10

L'application des tests de racine unitaire sur les séries étudiées conduit à accepter l'hypothèse de stationnarité en niveau pour la variable conflit. Par contre, les autres variables économiques sont stationnaires en différence première. L'application de la procédure ARDL est possible puisqu'il n'y a aucune série intégrée d'ordre supérieur ou égal à deux (2).

Tableau 2 : Statistiques descriptives

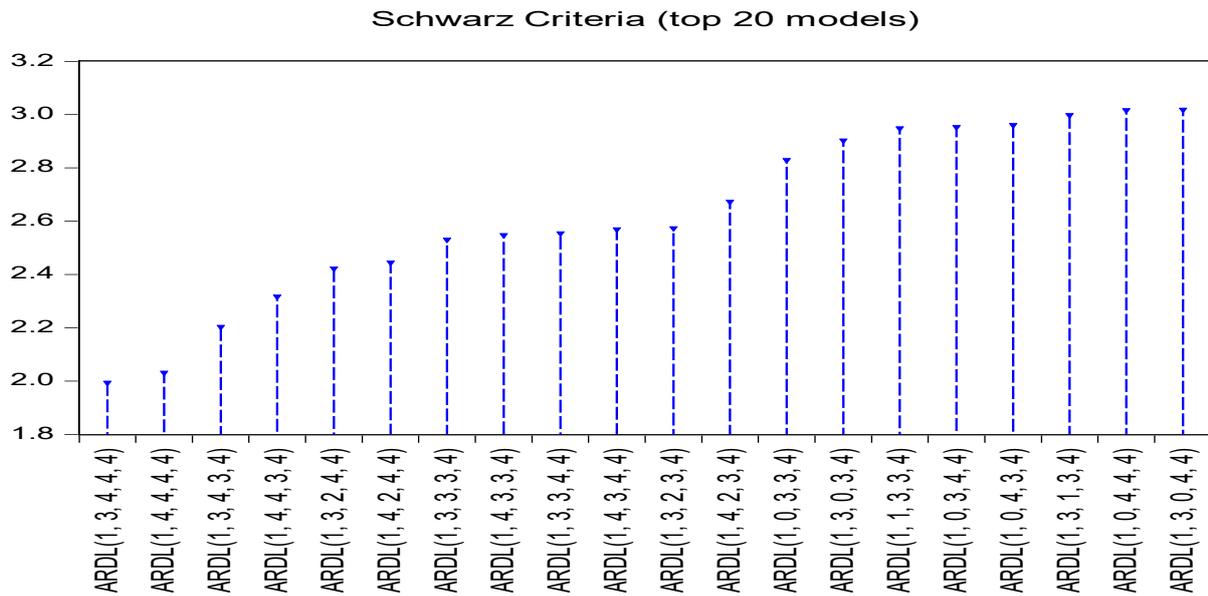
	CE	DO	POP	REVENUS_FISCAUX	CONFLIT
Mean	3.864491	30.43720	3.098054	6.786964	0.571429
Median	5.699472	29.79763	3.197662	6.910206	1.000000
Maximum	9.470288	62.34087	3.656846	11.41102	1.000000
Minimum	-6.910927	9.991887	1.606976	0.779702	0.000000
Std. Dev.	4.510696	9.766518	0.424956	2.527190	0.503953
Skewness	-0.998168	0.783427	-2.268874	-0.292609	-0.288675
Kurtosis	2.959774	5.677015	8.297302	2.757577	1.083333
Jarque-Bera	4.651475	11.22502	56.76133	0.468124	4.674769
Probability	0.097711	0.003652	0.000000	0.791313	0.096580
Sum	108.2058	852.2415	86.74552	190.0350	16.00000
Sum Sq. Dev.	549.3522	2575.391	4.875864	172.4406	6.857143
Observations	28	28	28	28	28

Source : Elaboré par l'auteure à partir de Eviews 10

Les variables sont sélectionnées sur base de la disponibilité des données. Il s'agit du taux de croissance du produit intérieur brut (CPIB), du taux de croissance de la population, du degré d'ouverture, des revenus fiscaux et des conflits sécuritaires. Nous constatons que deux variables dont le degré d'ouverture et le taux de croissance de la population ne sont pas normalement distribuées en prenant en considération les probabilités associées aux statistiques de Jarque-Bera qui ont des P-value inférieures à 0.05. Les autres variables suivent la loi normale. Par contre, les sont tellement asymétriques par rapport au rapprochement de la moyenne, à la médiane et au mode et sont dispersées par rapport à la moyenne avec des écarts-types élargis.

Test de cointégration de Peasaran et al. (2001)

Graph.1 : Valeurs graphiques SIC



Source : Elaboré par l'auteure à partir de Eviews 10

Comme on peut le voir, le modèle $ARDL(1, 3, 4, 4, 4)$ est le plus optimal parmi les 19 autres présentés, car il offre la plus petite valeur du SIC.

Tableau 3 : Test de cointégration aux bornes

Variables	CPIB, MM, TI, TID, TC, TINFL	
F-Stat calculé	4.639618	
Seuil Critique	Borne<	Borne>
1%	3.29	4.37
5%	2.56	3.49
10%	2.2	3.09

Source : Elaboré par l'auteure à partir de Eviews 10

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries sous étude (*la valeur de F-stat est > à celle de la borne supérieure*), ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme entre les recettes fiscales, le degré d'ouverture, le taux de croissance de population et le taux de croissance de population.

Tableau 4 : Corrélation entre variables

	REVENUS_FISCAUX	CE	DO	POP	CONFLIT
REVENUS_FISCAUX	1,00				
CE	0,81	1,00			
DO	0,53	0,60	1,00		
POP	0,36	0,46	0,43	1,00	
CONFLIT	-0,23	-0,34	-0,19	-0,38	1,00

Source : Elaboré par l'auteure à partir de EvIEWS 10

La matrice de corrélation simple entre variables ci-dessus (Tableau 4) renseigne un lien positif entre la variable dépendante qui est les recettes fiscales et le degré d'ouverture, le taux de croissance de la population et le taux de croissance du PIB tout comme avec le degré d'ouverture alors qu'il y a une relation négative entre la mobilisation des recettes et les crises sécuritaires.

Le tableau n°12 en annexe montre le coefficient de détermination affiché par l'estimation du modèle tel que spécifié démontre que les conflits sécuritaires, le taux de croissance du PIB, le taux de croissance de la population et le degré d'ouverture expliquent à 99,5% les variations des recettes fiscales mobilisées en RD Congo. Analysant la significativité individuelle, nous constatons que la plupart des paramètres estimés en niveau tout comme en dynamique tel que retardées dans le temps d'une, deux ou trois ou quatre années par exemple ont été tous statistiquement significatifs au seuil de 5% (au regard des probabilités statistiques associées). De même, la significativité conjointe *ou* pris ensemble, on constate aussi que les paramètres estimés sont statistiquement significatifs au regard de la statistique calculée de Fisher ($prob F-stat < 5\%$). Ce qui est le modèle admet bien de constante et les variables d'intérêt expliquent bien la mobilisation des recettes fiscales au pays car le modèle est bon dans son ensemble en ne posant aucun un problème important de spécification sur le plan théorique.

Le tableau n° 13 en annexe présente les relations à court (partie haute) et à long terme (partie basse). On constate que les recettes fiscales de l'année passée expliquent positivement celles de l'année courante en RD Congo. Par ailleurs, l'on note que le taux de croissance économique réattardé d'une année exerce un effet positif sur la mobilisation des recettes fiscales à court. Il en est de même à long terme. Si le conflit sécuritaire n'a pas d'effet sur la mobilisation des recettes fiscales à court terme mais à long terme, ils influencent négativement cette mobilisation. Il en est de même pour le degré d'ouverture qui à long terme exercent un impact négatif sur la mobilisation des recettes fiscales en RD Congo alors que son impact est positif à court terme.

En examinant les résultats du test de hétéroscédasticité, on constate que les erreurs sont homoscedastiques c'est-à-dire qu'il y a d'uniformité de la variance des erreurs dans l'ensemble de valeur des erreurs observées, car : $\text{prob-F} > 5\%$ alors que le test LM d'autocorrélation montre que les erreurs sont non autocorrélées et qu'elles sont symétriques suivant la loi gaussienne car normalement distribuées avec la $\text{prob-F} > 5\%$. Le test de Ramsey Reset présente que le modèle est bien spécifié car la probabilité associée au coefficient F est supérieure à 5% ($\text{Prob} > 5\%$). Toutes les variables pertinentes ont été intégrées au modèle.

V. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Nous avons constaté que les recettes fiscales de l'année passée expliquent positivement celles de l'année courante en RD Congo. Par ailleurs, le taux de croissance économique exerce un effet positif sur la mobilisation des recettes fiscales à court terme et à long terme. Ce résultats convergent avec la théorie selon laquelle le facteur d'offre le plus fréquemment utilisé est le niveau de développement, mesuré par le PIB par habitant impacte positivement la mobilisation des recettes fiscales. En effet, d'après cette théorie, les pays qui disposent d'un revenu élevé ont tendance à collecter davantage d'impôts en pourcentage du PIB. Chelliah (1971) défend l'idée selon laquelle un niveau de développement plus élevé va de pair avec une capacité plus grande de payer et de collecter des impôts, ainsi une demande relative plus élevée de biens et services publics élastiques par rapport au revenu. Cette théorie semble confirmée en RD Congo.

L'estimation du modèle montre que les conflits sécuritaires exercent des effets positifs à court terme (tableau 12 en annexe) alors qu'à long terme ils influencent négativement la mobilisation des recettes fiscales en RD Congo (tableau 13). Deux théories semblent corroborer cette réalité observée en RD Congo. En effet, les conflits armés sont d'abord perçus comme source de mobilisation des recettes fiscales, ce qui semble se conformer à court terme en RD Congo. En effet, Addison et al., (2002) affirment que les conflits intra et inter-Etats incitent le plus souvent les belligérants à maximiser la mobilisation des ressources en vue de financer les dépenses militaires alors que Braga de Macedo et al. (1998) affirment aussi la plupart des institutions fiscales du Portugal sont nées au cours du quinzième siècle dans le contexte de la guerre avec l'Espagne. Cette théorie de l'économie de la guerre est confirmée dans le cas congolais. A long terme, les conflits sont perçus comme entrave à la mobilisation des recettes fiscales en RD Congo. En effet, une autre théorie affirme que, bien que les gouvernements fournissent des efforts plus élevés de mobilisation des ressources fiscales durant les périodes de conflit, les conflits ont un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales (Gupta et al., 2002 et Addison et al., 2004).

Par ailleurs, pour le degré d'ouverture influence négativement la mobilisation des recettes à long terme alors que son effet est positif à court terme faute de la libéralisation des échanges ou d'intégration économique. Par ailleurs, le taux de croissance de la population exerce un impact positif sur la mobilisation des recettes fiscales en RD Congo à court et à long terme. En effet, Keen et Simone (2004) estiment que les recettes pourraient augmenter si la libéralisation du commerce se concrétisait par la tarification des quotas, l'élimination des exemptions, la réduction des crêtes tarifaires et l'amélioration des procédures douanières alors que Rodrik (1998) souligne qu'il existe une forte corrélation positive entre l'ouverture commerciale et les recettes fiscales par le canal des importations incompréhensibles. Cette théorie est aussi confirmée en RD Congo.

CONCLUSION

Cet article explore l'impact des conflits armés sur les recettes fiscales en République Démocratique du Congo (RDC). Il souligne que les revenus fiscaux restent insuffisants et fluctuants dans un contexte de crise sécuritaire intensifiée, tandis que l'essor des technologies de communication réduit les inégalités en Afrique. L'analyse s'appuie sur des théories de la mobilisation des recettes fiscales et de la fiscalité optimale, affirmant que les conflits sécuritaires peuvent être perçus comme une source ou une entrave à la mobilisation des revenus fiscaux.

Les modèles économétriques dont les estimateurs ARDL montrent que les conflits armés augmentent effectivement les recettes fiscales court terme et les réduisent à long terme. Ces résultats corroborent ceux des travaux précédents indiquant un lien positif ou négatif entre les conflits armés et la mobilisation des recettes fiscales. En termes de politiques économiques, il est recommandé de nettoyer l'environnement institutionnel avec des règles garantissant l'efficacité des politiques fiscales, d'harmoniser les réformes fiscales pour protéger le contribuable, et de promouvoir des solutions de paiement numérique pour faciliter la déclaration et le paiement des impôts, en particulier pour les petites entreprises et les particuliers.

BIBLIOGRAPHIE

- Smith, A. (1776). *The Wealth Of Nations*. Oxford, Oxford University Press, (Livre V), 1976
- Laffer, A. B. (1981), « Supply-Side Economics », *Financial Analysts Journal*, 37(5), Pp.29-43
- Say, J. B., *Traité D'économie Politique*, (Livre III), Paris, Dalloz, 1803
- Addison T., Chowdhury A. Et Murshed M., (2002), *The Fiscal Dimensions Of Conflict And Reconstruction*, In Tony Addison And Alan Roe, Eds., *Fiscal Policy For Development: Poverty, Reconstruction And Growth*". Basingstoke : Palgrave Macmillan, Pp. 260-273
- Addison T., Chowdhury A. Et Murshed M., (2004), *The Fiscal Dimensions Of Conflict And Reconstruction*, In Tony Addison And Alan Roe, Eds., *Fiscal Policy For Development: Poverty, Reconstruction And Growth*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, Pp. 260-273
- Lavoisier ASSOUMOU OLO Et Simon Pierre ONANA, (2020), Conflits Sécuritaires Et Mobilisation Des Recettes Fiscales Au Cameroun, *Journal Of Economics And Applied Statistics, Volume 17 Number 3*, , ISSN : 1112-234X EISSN : 2600-664 Pages : 166-180
- Pascal Boniface, « L'Année Stratégique 2001 ». Paris, IRIS, Editions Michalon, 2000. Voir Egalement SIPRI Yearbook 2000, « Armaments, Disarmament And International Security », Stockholm, 2000
- Hélène EHRHART, Essais sur la composition des recettes fiscales dans les pays en développement , Thèse Nouveau Régime Présentée et soutenue publiquement le 24 octobre 2011
- Chambas G., (2005). Afrique au Sud du Sahara : quelle stratégie de transition fiscale ?, Document de travail de la série Etudes et Documents E, 2005.
- Coulibaly S. (2019), « Impact of natural resource wealth on non-resource tax revenue mobilization in Africa: Do institutions and economic diversification matter? », *Working papers CERDI*, 16, pp. 1-46.
- Deslaurier C., (1999). Des guerres civiles et des individus au Burundi et au Rwanda (1993-1996). *Hypothèses*.vol. 2, no. 1 p. 53-60.
- Diarra S., (2012). Chocs et Mobilisation des Recettes Publiques dans les Pays en Développement. Economies et finances. Thèse de doctorat, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I.
- Downing, B.M. (1992). *The Military Revolution and Political Change: Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Ertman, T. (1997). *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Mediaeval and Early Modern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Fretter J., (2002). International organizations and conflict management: the United Nations and the mediation of international conflicts.in Bercovitch. *Studies international mediations*. London : Palgrave, Macmillan, 2002 p.98-126.
- Gegout C., (2005). Intervenir militairement ou non ? Comparaison des politiques européennes en République démocratique du Congo et au Soudan. *Les Champs de Mars*.vol. 17, no. 1 p. 101-121.
- Hugon P., (2003). Le NEPAD entre partenariat et gestion des conflits. *Politique étrangère*. n°2

Jacquet C., (2003). L'évolution des conflits en Afrique subsaharienne. Politique étrangère. n° 2 p. 307-320, 2003.

Jauffret J.C.A (1996): Thewars of French decolonization, compte rendu d'ouvrage. Guerres mondiales et conflits contemporains. no 181, p. 182-183, 1996

Jennings C., (2001). Across the Red River: Rwanda, Burundi, and the Heart of Darkness. London : Phoenix,.

Leroy, M. (2007). Sociologie des finances publiques. Paris, La Découverte Repères.

Ndikumana L., (2000). "Towards a solution to violence in Burundi: A case for political and economic liberalization", Journal of Modern African Studies.

Ndoricimpa,A. (2021). Tax reforms, civil conflicts and tax revenue performance in Burundi. Scientific African 13 (2021) e00927.

Rodik D., (1996). "Where Did All Growth Go? External Shocks, Social Conflict, and Growth Collapes, NBER Working Paper Series (6350).

Schneider H., & Grandvoinet H., (1998). La gestion des conflits en Afrique : un défi permanent. OECD publishing.

Joshua Aizenman, Yothin Jinjarak, 2008. « The Collection Efficiency of the Value Added Tax: Theory and International Evidence », *Journal of International Trade and Economic Development* 17(3):391-410.

Bahl, Roy W. 1971. « A Regression Approach to Tax Effort and Tax Ratio Analysis »; *IMF Staff Papers*, Vol. 18, No. 3, November 1971, pp. 570 - 612.

ANSARI, M. 1982. « Determinants of tax ratio: a cross-country analysis » *Economic and political weekly*, 17(25), 1035-1042.

Saeid Mahdavi, 2008. « The level and composition of tax revenue in developing countries: Evidence from unbalanced panel data », *International Review of Economics & Finance*, 2008, vol. 17, issue 4, 607-617.

Kirchler, E, TORGLER, B. 2005. « Tax Morale in Latin America Public Choice », 122(1), 133-157.

Davoodi, HR et Grigorian, DA 2007. « Tax Potential vs. Tax Effort: A Cross-Country Analysis of Armenia's Stubbornly Low Tax Collection », *IMF Working Paper*, vol. WP/07/106.

Piancastelli, M. 2001. « Measuring the Tax Effort of Developed and Developing Countries: Cross Country Panel Data Analysis-1985/95 ». ISSN 1415-4765.

Tanzi, V 1992. « Structural factors and tax revenue in developing countries: a decade of evidence ». *Open Economies: Structural Adjustment and Agriculture*, ISSN 1962-9857.

Lotz J- R., et Morris. 1967. « Measuring Tax Effort in Developing Countries », *IMF Staff Papers*, Vol. 14, No. 3, pp. 478 – 499, 1967.

Stotsky J.G. and Woldemariam A. 1997, « Tax Effort in Sub-Saharan Africa », *IMF working paper*, 97/107.

Chelliah, R.J. 1971 « Trends in Taxation in Developing Countries ». *IMF Staff Papers*, 18, 254-325.

Keen, Michael and Alejandro Simone, 2004, « Tax Policy in Developing Countries: Some Lessons from the 1990s, and Some Challenges Ahead » *IMF working paper*, 62/83.

Pessino, Fenochietto, 2010 « Determining Countries' Tax Effort ». *Hacienda Pública Española/Revista d'Economía Pública*, 195-(4/2010): 65-87

Aniket Bhushan Yiagadeesen Samy, 2014. « Fiscal Capacity and Aid Allocation Domestic Resource Mobilization and Foreign Aid in Developing Count », *prepared for the UNRISD project on Politics of Domestic Resource Mobilization. Working Paper*, 2014.

Jean-François Brun, Gérard Chambas, Jean-Louis Combes 2006, « Recettes publiques des pays en développement. Méthode d'évaluation », *CERDI, Etudes et Documents*, 2006.11.

Agbeyegbe T., Stotsky J. and A. Wolde Mariam, 2004. « Trade Liberalization, Exchange Rate Changes and Tax Revenue in Sub-Saharan Africa », *IMF Working Paper*, 04/178,

Barthélemy Mahugnon S2014, « Un essai d'analyse du potentiel fiscal du Bénin », *Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM)*, vol. 4, no. 2, pp. 281–202,

International Trade and Investment Unit, 2012. « Tax Capacity and Tax Effort Extended Cross-Country Analysis from 1994 to 2009 », *Policy Research Working Paper* 6252.

Hermann Djédjé Yohou, Michael Goujon, Bertrand Laporte, Samuel Guerineau, 2015. « Are high aid flows harmful to tax effort in Sub-Saharan Africa? », *CERDI University of Auvergne*, March 6.

Mohamed Ben Omar Ndiaye, Robert Dauda Korsu, 2013. « Tax effort in ecowas countries », *West African Monetary Agency* 11/13.

Annexes

Tableau 12 : Estimation du modèle ARDL

Dependent Variable: REVENUS_FISCAUX
 Method: ARDL
 Date: 08/08/25 Time: 12:33
 Sample (adjusted): 2000 2023
 Included observations: 24 after adjustments
 Maximum dependent lags: 1 (Automatic selection)
 Model selection method: Schwarz criterion (SIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): CE DO POP CONFLIT
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 625
 Selected Model: ARDL(1, 3, 4, 4)
 No d.f. adjustment for standard errors & covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
REVENUS_FISCAUX(-1)	0.259578	0.076946	3.373513	0.0433
CE	0.270343	0.035803	7.550848	0.0048
CE(-1)	0.011028	0.056018	0.196860	0.8565
CE(-2)	-0.041007	0.035022	-1.170876	0.3262
CE(-3)	0.295594	0.034106	8.666870	0.0032
DO	0.098728	0.012967	7.613611	0.0047
DO(-1)	-0.097983	0.031583	-3.102442	0.0532
DO(-2)	-0.112423	0.014073	-7.988389	0.0041
DO(-3)	0.038456	0.014634	2.627918	0.0785
DO(-4)	-0.097632	0.019935	-4.897501	0.0163
POP	4.576658	0.961126	4.761769	0.0176
POP(-1)	-11.51797	0.996945	-11.55326	0.0014
POP(-2)	10.26217	1.516643	6.766372	0.0066
POP(-3)	-8.371735	1.435018	-5.833890	0.0100
POP(-4)	3.308948	1.058135	3.127153	0.0522
CONFLIT	1.521694	0.258335	5.890387	0.0098
CONFLIT(-1)	-1.161412	0.190454	-6.098123	0.0089
CONFLIT(-2)	0.046274	0.314968	0.146917	0.8925
CONFLIT(-3)	-0.005687	0.201432	-0.028233	0.9792
CONFLIT(-4)	-1.736960	0.203905	-8.518480	0.0034
C	14.38302	2.852521	5.042215	0.0150
R-squared	0.995562	Mean dependent var	7.183818	
Adjusted R-squared	0.965977	S.D. dependent var	2.501707	
S.E. of regression	0.461450	Akaike info criterion	0.961673	
Sum squared resid	0.638808	Schwarz criterion	1.992470	
Log likelihood	9.459929	Hannan-Quinn criter.	1.235143	
F-statistic	33.65036	Durbin-Watson stat	3.022720	
Prob(F-statistic)	0.007120			

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Tableau 8 : Estimation de la relation de long terme par le modèle ARDL

ARDL Long Run Form and Bounds Test
 Dependent Variable: D(REVENUS_FISCAUX)
 Selected Model: ARDL(1, 3, 4, 4, 4)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 08/08/25 Time: 12:41
 Sample: 1996 2023
 Included observations: 24

Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	14.38302	8.068146	1.782692	0.1727
REVENUS_FISCAUX(-1)*	-0.740422	0.217636	-3.402114	0.0424
CE(-1)	0.535958	0.140252	3.821385	0.0315
DO(-1)	-0.170854	0.111410	-1.533566	0.2227
POP(-1)	-1.741924	2.334610	-0.746131	0.5097
CONFLIT(-1)	-1.336091	1.425025	-0.937591	0.4176
D(CE)	0.270343	0.101266	2.669628	0.0757
D(CE(-1))	-0.254587	0.130424	-1.951991	0.1460
D(CE(-2))	-0.295594	0.096467	-3.064201	0.0548
D(DO)	0.098728	0.036677	2.691818	0.0743
D(DO(-1))	0.171599	0.073250	2.342651	0.1010
D(DO(-2))	0.059176	0.049788	1.188545	0.3201
D(DO(-3))	0.097632	0.056385	1.731528	0.1818
D(POP)	4.576658	2.718474	1.683539	0.1909
D(POP(-1))	-5.199383	3.305666	-1.572870	0.2138
D(POP(-2))	5.062787	1.527883	3.313595	0.0453
D(POP(-3))	-3.308948	2.992857	-1.105615	0.3496
D(CONFLIT)	1.521694	0.730682	2.082566	0.1287
D(CONFLIT(-1))	1.696373	1.113140	1.523953	0.2249
D(CONFLIT(-2))	1.742647	0.546268	3.190097	0.0497
D(CONFLIT(-3))	1.736960	0.576730	3.011738	0.0571

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CE	0.723855	0.041204	17.56772	0.0004
DO	-0.230752	0.049597	-4.652527	0.0187
POP	-2.352610	1.182536	-1.989462	0.1408
CONFLIT	-1.804499	0.631130	-2.859157	0.0646
C	19.42544	4.084672	4.755691	0.0176

EC = REVENUS_FISCAUX - (0.7239*CE -0.2308*DO -2.3526*POP
 -1.8045*CONFLIT + 19.4254)

Période	Description
1996-1997	Première guerre du Congo : Déclenchée par l'arrivée des troupes de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo) menées par Laurent-Désiré Kabila, soutenues par le Rwanda et l'Ouganda, contre le régime de Mobutu.
1998-2003	Deuxième guerre du Congo : Conflit régional impliquant plusieurs pays africains, dont le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola, le Zimbabwe, etc.
Années 2000 (plusieurs vagues)	Instabilité persistante dans l'Est: Groupes armés locaux et étrangers (FDLR, ADF, Mai-Mai, etc.) continuent de s'affronter et de terroriser les populations civiles.
2006-2008	Conflit du Kivu: Intensification des combats dans le Nord et le Sud Kivu, notamment entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles, notamment le CNDP de <u>Laurent Nkunda</u> .
2012-2013	Nouvelle offensive du M23: Groupe rebelle appuyé par le Rwanda qui prend brièvement Goma avant d'être repoussé par les forces gouvernementales et la MONUSCO.
2016-2021	Crises politiques et sécuritaires: Crises post-électorales, multiplication des violences intercommunautaires, et résurgence de groupes armés dans différentes régions.
2021-présent	Nouvelles vagues de violence: Reprise des hostilités par le <u>M23</u> , combats dans plusieurs provinces, aggravés par une crise humanitaire.

Source : Ambassade RDC/Belgique disponible sur www.info@ambardc.be